

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article942>

Kanaky - Nouvelle répression antisyndicale contre l'USTKE

- International -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : samedi 30 mai 2009

Mis à jour le : samedi 30 mai 2009

UGTG.org

POINT SUR LE CONFLIT D'AIR CALEDONIE

[L'USTKE](#) avait lancé un mot d'ordre de grève générale de 24 heures le jeudi 28 mai, suite au conflit d'Air Calédonie compagnie domestique locale, qui assure le transport intérieur (Grande Terre/Iles Loyautés) [1] pour dénoncer le refus du dialogue social au sein de l'entreprise et la remise en cause des libertés syndicales. Ce conflit en cours, perdure depuis 2 mois et demi faute de dialogue avec la direction d'Air Calédonie qui refuse catégoriquement les propositions avancées par le syndicat sans jamais négocier.

Cette journée de mobilisation générale qui se voulait pacifique et non violente avait pour but, par une présence massive des militants à l'aérodrome de Magenta, de ramener la direction d'Air Calédonie à la table des négociations et de trouver une issue dans un conflit qui n'a que trop duré au détriment des usagers de la compagnie.

A plusieurs reprises, les camarades grévistes présents devant l'entreprise se sont faits déloger par les forces de l'ordre alors qu'il n'y avait aucune entrave au service public et à la libre circulation. Nos camarades ont mené leur grève depuis le début dans le respect du service public et des usagers.

Une fois de plus, la réponse de l'Etat a été la répression policière avec attaque violente des forces de l'ordre, gendarmes mobiles et GIPN contre les militants, la criminalisation du droit syndical et de l'exercice du droit de grève.

Nous dénonçons les propos et l'attitude du délégué du gouvernement qui qualifie l'action syndicale de banditisme et [l'USTKE](#) de preneur d'otages : ce même Etat qui fait du dialogue social, son credo dans les instances locales et qui, dans la réalité, pratique la répression policière. Depuis le début du conflit (un peu moins de 3 mois maintenant), il n'a fait preuve d'initiative, dans la recherche de solution acceptable, se complaisant dans la manipulation de l'opinion publique pour justifier son action et contribuer ainsi au pourrissement du conflit.

Vingt sept militants dont le président Gérard Jodar, des membres du bureau confédéral et des responsables de fédérations sont aujourd'hui en garde à vue qui pour certains sera prolongée. D'autres sont dans l'attente du bon vouloir du parquet de Nouméa qui doit décider de leur comparution immédiate ou de leur convocation ultérieure devant le Tribunal Correctionnel.

Après la répression policière, la répression judiciaire comme seule réponse ! A l'issue de ce cette forte mobilisation dans le cadre de la grève générale de 24 heures lancée par le Bureau confédéral, [l'USTKE](#) dénonce l'absence de dialogue social, la répression systématique par les forces de l'ordre des mouvements de grève de notre organisation, la criminalisation de l'action syndicale et de l'exercice du droit de grève. [2]

Cette mobilisation de masse des travailleurs n'ayant pas permis de faire évoluer la situation dans un conflit qui s'éternise, les responsables de cet échec assumeront les conséquences des prochaines mobilisations à l'échelle du Pays.

En conséquence [l'USTKE](#) appelle tous ses adhérents à rester à l'écoute et à s'organiser en vue d'une manifestation d'envergure dans le Pays. Un ultimatum fixé jusqu'au 5 juin prochain est donné pour que soit réglé le conflit Aircal. Passé ce délai, [l'USTKE](#) appellera toutes les structures de son organisation à une grève générale illimitée sur l'ensemble du Pays.

Le Bureau Confédéral,
le vendredi 29 mai 2009

Source :

[[-](#)] [USTKE](#)

[1] La Kanaky est divisée en trois provinces : Nord, Sud et Îles Loyauté.

[2] Lire : [Kanaky : Bilan de la répression judiciaire contre l'USTKE](#)